

Pau, le 31 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0271

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu les arrêtés municipaux en date du 31 décembre 1986, du 31 mars 1987 et du 3 septembre 1992 réglementant la circulation des autobus urbains de la S.T.A.P, des véhicules assurant le transport du personnel de la S.N.E.A(P) et des véhicules de la société CITRAM PYRENEES assurant les transports scolaires sur l'avenue Fouchet ;
Vu l'arrêté municipal en date du 29 mars 1990 réglementant la circulation des poids-lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'avenue Fouchet ;
Considérant que tous les véhicules sont autorisés à circuler sur l'avenue Fouchet ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les arrêtés municipaux en date du 31 décembre 1986, du 31 mars 1987 et du 3 septembre 1992 qui réglementaient la circulation des autobus urbains de la S.T.A.P, des véhicules assurant le transport du personnel de la S.N.E.A(P) et des véhicules de la société CITRAM PYRENEES assurant les transports scolaires sur l'avenue Fouchet sont abrogés.

ARTICLE 2 – L'arrêté municipal en date 29 mars 1990 qui réglementait la circulation des poids-lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'avenue Fouchet est abrogé.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **19 JUIN 2023**


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire